

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20250620-15633-DE-1-1
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 20 JUIN 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PILCH, Madame SAVESTE, Monsieur DUCONSEIL, FLAMENT.

Excusés : Monsieur GLORIAN qui a donné pouvoir à Monsieur BAUDE, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Madame ROSSIGNOL.

ARRAS - Quartier des Blancs Monts Etude urbaine et de mobilité
Convention de groupement de commandes entre Pas-de-Calais habitat et
la Communauté Urbaine d'Arras

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage et Direction du territoire d'Arras
Rapporteur : M. [REDACTED]

I – CONTEXTE

En 2022, suite à la démolition du premier bâtiment de Puvis de Chavannes pour des raisons de sécurité, Pas de Calais habitat a engagé dans le même temps les diagnostics techniques du second bâtiment en vue de sa réhabilitation.

Le foncier laissé libre suite à la démolition nous a toutefois posé question sachant qu'il

se situe au cœur d'un quartier à dominante résidentielle, très verdoyant et à proximité immédiate du centre hospitalier et de la gendarmerie avec un fort potentiel de développement.

De plus, à l'Est du même foncier, Pas de Calais habitat est propriétaire d'un espace vert de plusieurs hectares et des résidences le bordant, regroupant 367 logements (soit 18 individuels et 349 collectifs) qui demandent une réhabilitation.

Avant de définir notre stratégie de réhabilitation, démolitions-reconstruction il nous semble indispensable de travailler sur une échelle urbaine plus large pour garantir la pérennité et l'attractivité de notre patrimoine au sein d'un quartier renouvelé.

La CUA de son côté mène un travail d'urbanisme à l'échelle de l'ensemble des quartiers Ouest d'Arras. Il est apparu pertinent que la démarche souhaitée par Pas-de-Calais habitat concernant l'avenir de son patrimoine rencontre la réflexion de la CUA à une échelle plus vaste en intégrant les quartiers Blancs Monts et la résidence Saint Pol (annexe 1).

Dans ce contexte, Pas-de-Calais habitat souhaite s'inscrire pleinement dans la dynamique engagée par la CUA en participant à une étude urbaine et de mobilité destinée à définir un schéma directeur à 10 à 15 ans pour le quartier.

Afin de permettre une meilleure coordination, il est nécessaire de créer un groupement de commandes mené par une des deux entités dont Pas-de-Calais habitat prendrait le pilotage opérationnel et qui serait cofinancé par les deux partenaires selon les périmètres à étudier.

II – PROJET

Le projet consiste donc à mener une étude urbaine et de mobilité en partenariat avec la CUA sur un large périmètre et plus précisément pour Pas de Calais habitat sur le quartier des Blancs Monts tel qu'il est stipulé dans la convention jointe (annexe 2).

III – CONDITIONS FINANCIERES

Afin de faciliter la gestion du groupement et des achats y afférant, les membres concernés conviennent que l'intégralité des achats entrants dans le périmètre de l'étude soient pris en charge par chacun des membres selon les besoins propres de chacune des entités.

La Communauté Urbaine d'Arras et Pas-de-Calais habitat s'engagent également à cofinancer à hauteur de 50% cette étude urbaine et de mobilité pour le quartier dit des Blancs Monts.

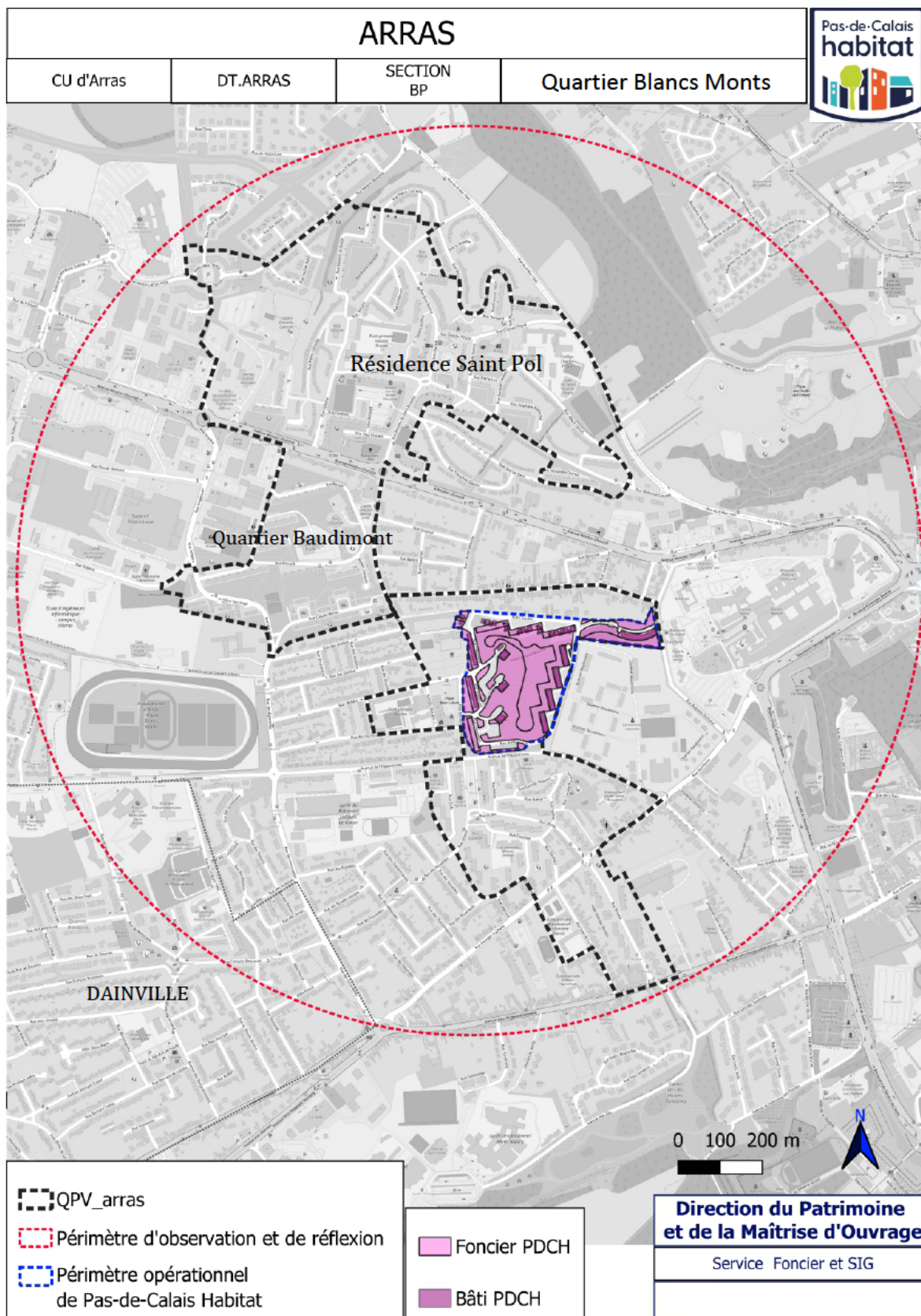
Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général ou toute autre personne habilitée à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention de groupement de commandes entre la Communauté Urbaine d'Arras et Pas-de-Calais habitat et à la signer.

Monsieur MALFAIT et Madame ROSSIGNOL n'ayant pas participé aux débats et vote de cette délibération.

Décision adoptée à l'unanimité

ANNEXE 1



ANNEXE 2



CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES CONCLUE ENTRE UN OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, UNE STRUCTURE INTERCOMMUNALE.

ENTRE :

La Communauté Urbaine d'Arras, dont le siège est la Citadelle, 146 Allée du Bastion de la Reine, 62000, ARRAS, représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric LETURQUE, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération n° 2023-49 du conseil municipal en date du 4 Avril 2023 03.21.87.73.73, contact@cu-arras.org,

ci-après dénommée « *CUa* » ou « Communauté Urbaine » ; Et

L'Office public de l'Habitat « Pas-de-Calais Habitat », établissement public à caractère industriel et commercial immatriculé au RCS d'ARRAS sous le numéro SIREN 344077672, dont le siège situé 4 avenue des Droits de l'Homme, 62000 ARRAS, représenté par son Directeur général, Monsieur Bruno FONTALIRAND, dûment habilité par une délibération du conseil d'administration en date du 17 Mars 2023,

Ci-après dénommé « *PdCh* » ou le « *Coordonnateur* » ;

Ci-après désignés, individuellement « le Membre » ou « la Partie », et conjointement « les Membres » ou « les Parties »

Preamble

La Communauté Urbaine d'Arras et Pas-de-Calais habitat, décident, par la présente convention, de former un groupement de commandes, conformément à l'article R.433-1 du CCH et aux articles L2113-06 et suivants du code de la commande publique.

Ce groupement de commandes a pour objectif de mutualiser les procédures d'achats et ainsi d'optimiser le résultat des consultations ainsi menées.

Ceci étant exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. : OBJET DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT

Les Membres conviennent, par la présente convention constitutive (ci-après la « Convention »), de constituer un groupement de commande, conformément aux dispositions des articles L2113-06 et suivants du Code de la commande publique, en vue de passer et d'exécuter conjointement une :

Etude urbaine et de mobilité sur le quartier des Blancs Monts à Arras

Le groupement est créé avec désignation d'un Coordonnateur, identifié ci-dessous.

La présente Convention définit le rôle de chacun des Membres et les règles de fonctionnement du groupement.

Le groupement est créé en vue de la passation de marchés par chaque membre du groupement, à hauteur de leurs besoins respectifs.

Les modalités de fonctionnement de ce groupement de commandes sont définies dans la présente convention.

ARTICLE 2. DUREE

La présente Convention entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des représentants des Membres dûment habilités par leurs organes délibérants respectifs par actes préalablement affichés et transmis au contrôle de légalité.

Elle prendra fin au terme normal, anticipé ou prorogé du marché objet de la présente Convention ou, au plus tard, dans l'éventualité d'un litige ou d'un contentieux, au terme définitif de la procédure amiable ou juridictionnelle.

ARTICLE 3. MEMBRES

Sont membres du groupement :

- La Communauté Urbaine d'Arras
- L'Office public de l'Habitat « Pas-de-Calais Habitat »

Ils sont dénommés « Membres » du groupement et signataires de la présente Convention.

ARTICLE 4. DÉSIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

4.1 Désignation des coordonnateurs :

Les parties désignent comme coordonnateur du groupement de commandes correspondant :

**Pas-de-Calais habitat,
représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général
ou toute autre personne qu'il aura désigné**

Cette désignation est prévue pour la durée de la convention.

4.2 Rémunération

Le Coordonnateur ne perçoit aucune rémunération pour la réalisation de ses missions.

4.3 Responsabilités et missions du coordonnateur du groupement de commandes au titre de la passation

Le coordonnateur s'engage à recueillir l'avis des membres du groupement à chacune des étapes de la procédure

Le coordonnateur du présent groupement est missionné pour :

1. Définir le calendrier et l'organisation administrative, juridique et technique des consultations
2. Constituer une commission technique dont le rôle est défini à l'article 8
3. Procéder au recensement des besoins des membres du groupement
4. Elaborer les dossiers de consultations des entreprises
5. Procéder à la réception et l'enregistrement des offres
6. Coordonner le dépouillement et l'analyse des offres et rédiger le rapport d'analyse des offres y afférent
7. Convoquer et conduire les réunions de la commission technique, préalables à la commission d'appels d'offres
8. informer les candidats et soumissionnaires évincés ;
9. répondre aux courriers des candidats ou soumissionnaires évincés dans le cadre des demandes éventuelles de précisions sur les motifs de rejet ;
10. le cas échéant, déclarer sans suite la consultation ;
11. signer le Marché au nom et pour le compte de l'ensemble des Membres ;
12. notifier le Marché après sa signature par le représentant du Coordonnateur et transmettre une copie du marché à chaque Membre ;
13. transmettre le marché signé et les pièces nécessaires au contrôle de légalité ;
14. informer le contrôle de légalité de la notification du Marché et de sa date ;
15. rédiger et envoyer à la publication l'avis d'attribution ainsi que le dispositif des délibérations des Membres ;
16. gérer les suites précontentieuses et contentieuses éventuelles consécutives à la passation du Marché en collaboration avec les autres Membres ;
17. effectuer toutes autres tâches nécessaires au bon déroulement et à la finalisation de la procédure.

Le Coordonnateur sera l'interlocuteur unique des soumissionnaires pendant la durée de la procédure.

La plate-forme dématérialisée utilisée dans le cadre de la procédure de passation sera celle du Coordonnateur.

4.4 Responsabilités et missions du coordonnateur du groupement de commandes au titre de l'exécution

Le Coordonnateur est chargé d'accomplir, au nom et pour le compte des Membres, tous les actes nécessaires au suivi de l'exécution du marché.

À cet égard, il lui appartiendra notamment, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, de :

1. exécuter le marché dans les conditions fixées par les documents contractuels dans le respect de la réglementation, en particulier de la commande publique ;
2. assurer le suivi et le contrôle de la bonne exécution des prestations;
3. en cas de non-respect de ses obligations par le titulaire, mettre en œuvre les pénalités d'exécution et autres sanctions telles que définies au marché;

4. établir les courriers nécessaires à l'exécution du marché (mises en demeure, demandes d'information, etc.) ;
5. assurer l'ensemble des mesures de publication prescrites pour garantir l'accessibilité des données essentielles du marché ;
6. procéder à la réception, au contrôle des factures éventuelles émises par le titulaire;
7. procéder au paiement des factures dans les délais garantis dans le marché et dans le respect de la réglementation ;
8. établir et signer les avenants après approbation des Membres;
9. gérer les précontentieux et contentieux liés à l'exécution du marché en collaboration avec les autres Membres ;

Le Coordonnateur sera l'interlocuteur unique du titulaire.

4.5 Substitution au coordonnateur

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle avant cette échéance suite à une décision conjointe des parties, un avenant à la convention interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

ARTICLE 5. Engagement des membres du groupement

5.1 Missions au titre de la passation

Chaque membre du groupement s'engage à :

1. respecter les échéanciers et calendriers établis par le Coordonnateur pour la passation du Marché
2. transmettre un état de ses besoins prévisionnels et toute autre information nécessaire au bon déroulement des procédures
3. participer, sur demande du Coordonnateur, aux réunions de travail ou de coordination organisées à l'initiative de ce dernier
4. respecter une obligation de confidentialité, aussi bien avant que pendant la phase de passation du Marché
5. supporter l'ensemble des conséquences directes ou indirectes de ses manquements éventuels aux obligations issues de la présente Convention.

Lors de la phase de passation du Marché, en cas de condamnation pécuniaire du Coordonnateur, prononcée par une juridiction au bénéfice d'un tiers, les Membres conviennent de prendre en charge, à parts égales, les frais de contentieux et le montant de la condamnation pécuniaire.

5.2 Missions au titre de l'exécution

Chaque Membre, pour ce qui le concerne, s'engage à :

1. apporter son assistance au Coordonnateur et lui transmettre toutes les pièces qu'il serait en droit de lui demander ;
2. participer aux réunions de travail lorsque cela est demandé par le Coordonnateur (commission technique, comité de pilotage,...);

Lors de l'exécution du marché, en cas de condamnation pécuniaire du Coordonnateur, prononcée par une juridiction au bénéfice d'un tiers et motivée, les Membres conviennent de prendre en charge, à parts égales, les frais de contentieux et le montant de la condamnation pécuniaire.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIÈRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de son établissement et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concerne.

La Communauté urbaine d' Arras et Pas-de-Calais habitat s'engagent à participer financière au marché à hauteur de 50% chacun cette étude urbaine et de mobilité.

ARTICLE 7. CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'APPELS D'OFFRES

La présidence de la commission d'appel d'offres sera assurée par le représentant dû ou par le président de la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement.

La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Elle sera composée:

- Des membres siégeant au sein de la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement, ayant voix délibérante
- D'au moins un membre de chaque organisme composant la commission technique du groupement, ayant voix consultative

ARTICLE 8. COMMISSION TECHNIQUE DU GROUPEMENT

Afin de permettre une coopération efficace entre les Membres, à la fois pendant la phase de passation et pendant la phase d'exécution du Marché, les Membres conviennent de créer une commission technique présidée par le représentant du Coordonnateur ou toute autre personne qu'il aura désignée. Elle est constituée de deux agents de chacun des Membres, assistés le cas échéant de conseils internes et/ou externes techniques, financiers, et juridiques.

L'ensemble des participants à cette commission devront respecter une obligation de confidentialité, aussi bien avant que pendant la phase de passation du Marché

La commission technique est coordonnée et animée par le coordonnateur du groupement. La commission technique est chargée de :

1. Définir les besoins objet des consultations du groupement
2. ouvrir et à analyser les pièces administratives
3. établir un document de synthèse en indiquant la conformité de la candidature et ...
4. après ouverture des plis, analyser les offres et établir un rapport d'analyse définitive des offres pour prise de décision définitive
5. d'une façon générale, sur toutes les évolutions du marché ayant un impact financier et/ou calendaire ou affectant le périmètre de la présente Convention.
6. Au besoin, si les circonstances le justifient, et sur demande de l'un des Membres, et notamment en cas de projet d'avenant au marché, ou de différend survenant dans le cadre de l'exécution du marché, ou de la présente convention de groupement.

Les réunions de la commission technique sont programmées selon le calendrier des consultations.

ARTICLE 9. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente Convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les assemblées délibérantes de chacun des Membres, des collectivités territoriales, et du conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat.

ARTICLE 10. RÉSILIATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente Convention pourra être résiliée à l'unanimité des Membres par délibérations concordantes de leurs assemblées délibérantes, pour les collectivités territoriales, et de son conseil d'administration, pour Pas-de-Calais habitat.

Les Membres se réuniront au préalable afin de s'accorder sur le sort de la procédure de passation si elle est en cours et du Marché s'il est en cours d'exécution, étant d'ores et déjà convenu que chacun assumera les conséquences financières qui lui incombent, notamment vis-à-vis du titulaire, au titre du Marché.

ARTICLE 11. LITIGES RELATIFS À LA PRÉSENTE CONVENTION

Les litiges pouvant naître de la présente Convention sont obligatoirement soumis à une procédure de règlement amiable préalablement à toute action en justice sous peine d'irrecevabilité.

À défaut de règlement amiable du litige, le litige pourra être soumis au tribunal administratif de LILLE.

Fait à Arras

Le 23 mai 2025

Pour les membres des groupements de commandes

*Bruno FONTALIRAND
Pas-de-Calais habitat*

*Frédéric LETURQUE
Président de la Communauté
urbaine d'Arras
Et
Maire d'Arras*